

pourront consentir d'autres prêts au Viet Nam, qui en a un criant besoin pour reconstruire son économie.

Au Cambodge, on se demande surtout si les forces envoyées par l'ONU (APRONUC) pour assurer le maintien de la paix pendant l'organisation du scrutin national réussiront à accomplir leur tâche. On s'inquiète du vide que laissera le départ de l'ONU, et que les factions locales voudront combler. L'incertitude continuera donc de marquer le climat politique cambodgien.

La pauvreté compte aussi parmi les facteurs importants; au Viet Nam, au Cambodge et au Laos, le produit intérieur brut (PIB) par habitant varie entre 200 et 300 \$ US, et il faudra des années avant que les consommateurs n'acquière un pouvoir d'achat significatif. D'autres obstacles nuisent à la mise en valeur des marchés, notamment l'absence d'infrastructures, auxquelles il faudra consacrer d'énormes investissements.

Les trois pays sont aussi divisés par d'éternelles querelles de frontières. En fait, l'existence de l'Indochine comme région ne tient qu'au fait que la France les avait groupées dans ses activités coloniales en Asie.

D'ici l'an 2000, le développement du Viet Nam, du Laos et du Cambodge se fera lentement et ne sera pas généralisé. Leur économie traverse actuellement une période d'adaptation à la libéralisation du commerce et aucun ne pourra, sans aide, se doter des infrastructures et institutions requises. Dans l'immédiat, ce sont les projets financés bilatéralement ou multilatéralement qui offrent les meilleures possibilités pour les entreprises canadiennes, car elles seront assurées d'être payées pour leurs services et prendront considérablement moins de risques.

L'Indochine est l'une des dernières régions asiatiques où une entreprise oeuvrant dans un secteur à forte intensité de main-d'oeuvre peut se procurer un personnel qualifié à peu de frais. Étant donné la situation économique de ces pays et la faiblesse de leur développement industriel, les entreprises expérimentées et jouissant de solides assises financières pourront y réaliser d'excellentes affaires, à la condition de s'y engager pour longtemps.

Depuis quelques années, de plus en plus d'entreprises se rendent au Viet Nam et dans les pays voisins à la recherche d'occasions de déployer une stratégie d'entrée sur le marché régional (voir les études de cas regroupées au chapitre 9). Toutes s'entendent pour conclure que les problèmes suscités dans l'immédiat par les régimes économiques locaux nuisent à leur implantation, mais que les bénéfices escomptés devraient suffire à en atténuer les inconvénients. L'entreprise canadienne doit surtout se demander si elle a suffisamment de résistance et d'initiative pour survivre aux difficultés qu'elle rencontrera au Viet Nam, au Laos et au Cambodge.